

liaisons

SOMMAIRE :

- o Grèves sauvages en Hollande.
- o Pologne.
- o Les Travailleurs et la F.V.A.
- o ~~Singapour.~~

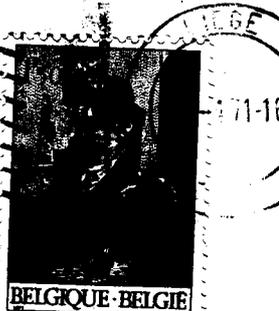
Henri Simon
155, Allée du Pavillon
77 DAMMARIE-LES-LYS

France

n° 9

LIAISONS
périodique
mensuel

correspondance:
BP. 12
IXELLES 2
1050
BRUXELLES



grève. Les chiffres en Hollande ont été à peu près identiques. Si on sait que la Hollande compte 13 millions d'habitants et l'Allemagne environ 60 millions, on peut imaginer la signification des événements.

Voici quelques faits dont les journaux nationaux ne parlent pas, et qui sont connus par les journaux locaux et par les lettres de correspondants de la région de Rotterdam et de la province.

Les ouvriers du transport de Rotterdam ont menacé de débrayer si la direction ne leur accordait pas une augmentation. La direction a cédé. (En Hollande, les employés des services publics n'ont pas le droit de grève. En 1955, une grève des ouvriers municipaux d'Amsterdam fut brisée par l'armée et qualifiée de révolutionnaire par le maire d'Amsterdam et le juge bourgeois.

- La grève du bâtiment a paralysé toute cette industrie dans toute la Hollande, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

- Les syndicats ont eu de grandes difficultés pour contrôler les grèves officielles pour les 400 florins. Ainsi, chez Philips à Stadskanaal (province de Groningen), dans une réunion, un gréviste non-syndiqué voulait prendre le micro. Le leader syndical le lui interdit. Alors, toute l'assistance de 2.000 ouvriers protesta. Les leaders mirent fin au meeting. Des incidents semblables se produisirent chez ENKA à Emmen (prov. de Drente) non loin de Stadskanaal. Dans ces deux usines, des comités d'action furent formés par la base contre les syndicats pour obtenir le paiement des jours de grève pour les non-syndiqués.

- Dans deux usines de l'industrie du carton d'Oude Pekela, les ouvriers ont débrayé parce que les syndicats et les patrons avaient conclu un accord. Ceux-ci accordaient 200 florins immédiatement et 200 en mars 71. Pré Meis et son comité ne voulaient pas soutenir une grève. Les patrons disaient: "Si vous faites la grève, nous n'accordons plus rien." De ce fait, la grève fut stoppée après quelques heures.

- Les journaux passent sous silence que dans certaines imprimeries les typographes ont fait des débrayages. On le sait

liaisons

Les colonnes de LIAISONS sont ouvertes aux groupes, comités d'Action, de Grève, etc...issus de la base, et qui veulent, sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, sur une intervention arbitraire de la police, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec LIAISONS, envoyer un article, ou aider à en rédiger un.

Tous les textes rassemblés dans LIAISONS doivent être considérés comme base de discussion. LIAISONS recevra avec plaisir toute critique, objection, observation concernant les textes publiés.

LES INFORMATIONS

Nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent être utiles dans la lutte quotidienne contre le patronat.

LES LIAISONS

Nous tentons de mettre en contact les individus ou les groupes dont les expériences doivent être rapprochées ou confrontées pour gagner en efficacité dans la lutte contre le capitalisme.

COLLABORATION A LIAISONS

Collaborer à LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle politique. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout.

Pour que LIAISONS soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux, c'est pourquoi nous organisons des réunions d'information et de discussion à Bruxelles, à Liège, à Quaregnon.

Pour contacter LIAISONS : BP 12 Ixelles 2
1050 Bruxelles

S O M M A I R E

Les Elections Sociales	p 2
Révolte Ouvrière en Pologne	p 3
Ligne Politique à LIAISONS	p 6
T.V.A.	p 7
Odyssée d'un mineur turc	p 8
Pensionnés	p 9
Chronologie des grèves de Hollande	p 10
Base de Discussion	p 16

LES ELECTIONS SOCIALES

Du 28 avril au 26 mai auront lieu les élections sociales (pour les conseils d'entreprise et les comités de sécurité et d'hygiène) et pour certaines entreprises, des élections syndicales (délégations syndicales).

Si au travers des élections sociales un certain nombre de problèmes peuvent être abordés, en fait la politique fondamentale de l'entreprise (gestion, investissement,...) n'est absolument pas mis en cause. Les délégués syndicaux qui seront élus n'ont aucun pouvoir réel au niveau de l'entreprise et croire que ce sont les délégués, validés par la bureaucratie syndicale et le patron, qui défendront les revendications des travailleurs, c'est de la vaste blague !

D'ailleurs dans de nombreuses occasions, les travailleurs en lutte ont pu apprécier à leur juste mesure le dévouement de leurs délégués syndicaux : que ce soit la grève des mineurs en 1970, les conflits aux usines Citroën, Caterpillar, aux Forges de Clabecq, chaque fois les syndicats s'opposèrent aux travailleurs.

Tous ces mouvements furent appelés " grèves sauvages " parce que la délégation syndicale refusa de soutenir la lutte des ouvriers contre le patron et que les ouvriers ne tinrent pas compte des compromis passés bien souvent à leur insus, entre la délégation syndicale et le patron.

Mais quand on connaît la manière dont sont élus les délégués syndicaux il devient évident qu'en aucune façon ils ne représentent la base ouvrière, mais bien la bureaucratie syndicale dont ils dépendent. (Il existe suffisamment d'exemples, cités dans LIAISONS d'ailleurs, pour le prouver). En effet, seuls les syndicats, officiellement reconnus peuvent présenter des listes de candidats, ils doivent aussi être représentés au Conseil Central de l'Economie et au Conseil National du Travail, organes paritaires, justifiant ainsi leur intégration au système capitaliste.

Trop souvent, les membres de la délégation syndicale bénéficient d'avantages (horaire, emploi, traitement,...) qu'ils ne désirent bien sûr pas perdre. Dès lors, il est évident qu'ils ne peuvent plus comprendre les revendications de la base, puisqu'ils ont d'autres intérêts, contraires, à défendre.

L'expérience des luttes récentes en Belgique, en Italie, en Pologne nous prouve une fois de plus, que le réformisme syndical ne peut plus défendre les intérêts des travailleurs, et que seule l'organisation autonome des travailleurs au sein de Comités, de Comités Ouvriers, peut radicaliser les luttes contre le capitalisme.

REVOLTE OUVRIERE EN POLOGNE

Dans son n° 7, Liaisons étudiait les rapports entre les mouvements sociaux et l'économie capitaliste occidentale. Depuis lors, les événements de Pologne nous ont montré une nouvelle fois un mouvement de révolte populaire provoqué par la mauvaise situation économique d'un pays de capitalisme d'état.

Depuis quelque temps, il y avait pénurie de plusieurs denrées de première nécessité en Pologne. Les gens faisaient la file pendant des heures devant les magasins et repartaient les mains vides. Le gouvernement se trouvait devant la crise économique due à la basse productivité, qui est une des caractéristiques des régimes de capitalisme d'état. Il ne pouvait y faire face que sur le dos des travailleurs. Il décréta donc une hausse du prix de ces denrées de 15 à 20%. La réaction populaire ne se fit pas attendre. Un mouvement spontané de grève éclata à Gdansk, et s'étendit au long de la côte de la Baltique, à Gdynia, Sopot et Stettin, accompagné de manifestations violentes. Les masses populaires en révolte s'opposèrent résolument à la répression du pouvoir: à l'emprisonnement des délégués ouvriers elles répondirent à Gdansk par l'incendie du siège du comité du parti. Après le massacre de la gare de Gdansk, on découvrit quelques flics pendus dans les bâtiments incendiés. Contre les révoltés furent envoyés la police, l'armée, et enfin les tanks. De nombreux morts jonchèrent le terrain, et ainsi fut rétabli l'ordre bureaucratique, du moins provisoirement.

Ainsi donc, la situation économique fut l'occasion de cette révolte, comme elle avait été à l'origine de la révolte de Poznan en 1956. Ce fut un mouvement parfaitement autonome de la classe ouvrière. Il ne fut commandé par aucun parti, aucun syndicat. Et il prend place dans la suite des mouvements de contestation ou de révolte dont le premier fut la révolte de Poznan en 56. Ceux-ci s'insèrent eux-mêmes dans la crise internationale des régimes de capitalisme d'état, dont le point de départ fut la révolte ouvrière de Berlin-Est en 1953, année de la mort de Staline.

Le mouvement de Poznan eut comme conséquence l'apparition de conseils ouvriers. Bien sûr, le pouvoir restait aux mains de la caste bureaucratique. Toutefois, l'aile stalinienne "orthodoxe" de celle-ci fut supplantée par l'aile "libérale" avec à sa tête Gomulka. Grâce à ce changement de direction, le mouvement populaire fut contenu et maintenu dans le cadre du régime.

Les conseils ouvriers dépérissent, furent condamnés par le parti, et disparurent. L'"ordre" bureaucratique fut rétabli. Le mouvement né à Poznan se soldait donc par une défaite.

Neuf ans après, à partir de 1965, commença une période de remous parmi les intellectuels et les étudiants, qui réclamaient diverses mesures de libéralisation. Le point culminant de cette période fut l'interdiction de la pièce "Les Aïeux", à laquelle répondirent les manifestations étudiantes, elles-mêmes suivies de la répression implacable du pouvoir.

v La solidité dudit pouvoir se fait de plus en plus faible. Elle réside essentiellement dans la présence de l'armée soviétique sur le territoire polonais. Le récent mouvement porte à ce pouvoir un coup sérieux.

Faisant suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie, la révolte polonaise met en évidence de façon parfaitement claire le rôle historique rempli par l'actuelle bureaucratie néo-stalinienne au pouvoir dans les pays de l'Est. Pendant près de cinquante ans, les révolutionnaires de tous les pays ont tourné leurs regards vers Moscou. Cette époque est révolue.

Essayons de comparer la situation de la classe ouvrière en Pologne et en Belgique. En Belgique, au mouvement ouvrier, la bourgeoisie oppose des moyens de récupération nombreux et perfectionnés:

- 1) Syndicats qui canalisent le mouvement.
- 2) Partis "de gauche" qui promettent le progrès social sans changement de régime.
- 3) Droit de propriété et jouissance apparente des "libertés démocratiques".

Tels sont les moyens de récupération efficaces mis en oeuvre par la bourgeoisie.

En Pologne, les syndicats, qui sont une émanation du pouvoir, sont incapables de freiner un mouvement ouvrier. Les "partis de gauche", sur le plan de la réalité, n'existent pas. Le droit de propriété ne peut attirer les ouvriers. Quant aux "libertés démocratiques", la "milice populaire" en tient lieu, ou d'autres succédanés de cette bonne vieille Guépéou. Dans une telle situation, un mouvement de lutte ouvrier s'attaque, d'emblée et nécessairement, au pouvoir d'état. En témoigne l'inscription apparue sur les murs de Wroclaw: "Hier ça allait mal, aujourd'hui c'est pire, demain la révolution."

Plusieurs constatations essentielles sont à dégager des événements.

1) Les ouvriers polonais ont osé se lancer dans une révolte ouverte contre le pouvoir.

2) Après la fin de la grève générale de décembre, une nouvelle grève était déclenchée fin janvier à Stettin. Fait inouï à ce jour dans un régime démocratique, cette grève fut

inouï à ce jour dans un régime bureaucratique, cette grève fut victorieuse. D'abord, Gierek se déplaça pour discuter avec les grévistes. Comme interlocuteurs, il eut les délégués élus par les ouvriers. Ces comités de grève se transformèrent à la reprise du travail en "commissions ouvrières", et c'est maintenant eux qui exercent le pouvoir dans les chantiers. A ce niveau, il existe donc présentement un double pouvoir: le pouvoir d'état de la bureaucratie auquel s'oppose un pouvoir ouvrier.

Notes :

Ce texte n'est pas complet. Certains aspects de la situation en Pologne n'ont pas été abordés, faute d'information.

Une étude plus complète a été publiée dans I.C.O. n° 101-102 (ICO - P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - Paris 19e)

Remarques d'un camarade de Bruxelles

Après Pilsen (1er juin 1953), Berlin et Allemagne de l'Est (17 juin 1953), Poznan (28 juin 1956), Hongrie (24 octobre 1956), on retrouve cette fois la grève générale à l'échelle de toute la Pologne, grève qui se transforme rapidement dans le Nord surtout, sur la côte baltique (principalement à Gdansk et Szczecin) dans la semaine du 14 décembre 70, en une attaque contre les structures mêmes du capitalisme d'Etat. La classe ouvrière n'ayant aucune organisation autonome, par ce fait s'attaque directement sans intermédiaire au pouvoir étatique, revendique et pratique par conseils ouvriers l'autogestion.

Le soulèvement sous ses diverses formes (grèves ouvertes, résistance passive, manifestations, rébellion armée, tc...) surgit aux quatre coins de Pologne : à Gdansk, Gdynia et Sopot (une seule agglomération, regroupant environ 500.000 habitants), à Slupsk (125 km à l'ouest de Gdansk), à Koszalin, à Elberg (40 km de la frontière russe), à Poznan, à Varsovie, à Katowice, à Cracovie ont lieu grèves, rassemblements, révoltes contre la bureaucratie du " Parti Unifié des travailleurs ". Le nombre des victimes est estimé dans l'ordre d'un à deux mille morts.

Les travailleurs ont obtenu la baisse de certains articles alimentaires, ont reçu une prime, les salaires les plus bas (3500 fr par mois) sont un peu élevés. Le système des stimulants économiques est adouci. Sur le plan politique, les résultats sont minces création de Comités ouvriers bidons, contrôlés par l'appareil, servant à absorber la pression de la base.

La Pologne est un pays jeune : les personnes de moins de vingt ans représente la majorité (en 1968, 16 millions 988.000 sur un total de 32 millions 425.700 personnes). Dans de nombreuses entreprises, et parmi elles les plus modernes, la moyenne d'âge du personnel est de 23 à 25 ans.

Cela explique entre autre la violence, le courage avec lequel les travailleurs polonais ont mené leur action.

Les structures actuelles en Pologne sont celles d'une semi-colonie capitaliste d'Etat, au profit de l'URSS, mais avec un fort pourcentage de petits propriétaires (paysans, commerçants, industriels) Sur une population de 32 millions d'habitants, il y a dix millions de paysans, 500.000 artisans, commerçants, petits industriels. Le nombre de paysans propriétaires n'a diminué, de 1950 à 1961, que de 57 à 47 % de la population active (on ignore le taux actuel, mais, il doit être de 40% environ).

D'après la superficie cultivée, les fermes d'Etat et les coopératives représentent 15% et les paysans individuels 85%. En 1968, les salariés de l'industrie sont 4 millions. Dans le revenu national, en 1969, l'industrie représente 54%, l'agriculture 17% et les autres secteurs 29%. La production agricole n'a guère augmenté, tandis que la population augmente assez rapidement.

Cela veut dire que la stagnation de la production agricole entraîne une importance des classes moyennes traditionnelles pour l'Etat. Car économiquement, il n'est pas possible d'accroître la production des denrées alimentaires que par des concessions économiques et politiques aux classes moyennes.

La Pologne est sous la domination coloniale de l'URSS, et remplit un rôle de colonisé : 36% du commerce extérieur est lié à la Russie. La dépendance vis-à-vis de la Russie se traduit par la fourniture par la Russie de 100% des importations de pétrole, 85% des minerais de manganèse, aluminium et fer, 64% de cuivre, 57% de coton et bois, 51% de céréales, etc...

La Pologne a atteint la fin de la phase de l'accumulation primitive des capitaux, ce qui est donc un niveau assez bas, comparable à celui dans lequel se trouvait les nations occidentales avant la 1ère guerre mondiale. Il est impossible à la Pologne de résoudre actuellement ses contradictions sans la Russie. Le socialisme en Pologne, en Tchécoslovaquie pourra se réaliser quand le socialisme se fera au centre du colonialisme oriental : en URSS.

Les dirigeants polonais doivent s'appuyer sur les classes moyennes et traditionalistes pour pouvoir diminuer la pénurie des produits alimentaires, pour avoir un appui contre les revendications des travailleurs. Seulement, en s'efforçant d'industrialiser le pays, d'après le plan prévu par Moscou, ~~augmenteront~~ les dirigeants polonais ne sortiront pas de l'impasse. Un printemps chaud en perspective ?

Une Ligne Politique à LIAISONS

Certains camarades s'étonnent de ne pas trouver de ligne politique dans Liaisons.

Ils nous en ont fait part à plusieurs reprises.

Pourtant, lorsqu'on reprend les différents numéros de Liaisons, il est assez clair qu'au travers des exemples de luttes ouvrières qui se sont déroulées dans notre pays, une série de constantes peuvent apparaître :

la mise en évidence 1) de la persistance des luttes de classe au sein du capitalisme moderne

2) de l'intégration des syndicats au régime oppressif, et en opposition, le développement de l'organisation autonome des travailleurs.

Liaisons a toujours cherché à éviter l'idéologie des chapelles politiques. Une analyse de leur rôle stérile a été faite dans le numéro spécial sur le Limbourg.

Il ne s'agit pas pour nous de secréter une nouvelle idéologie, mais au contraire de participer directement à la base, au combat mené par la classe ouvrière contre le régime bourgeois. La base de discussion, publiée dans chaque Liaisons, est claire à cet égard.

Nous voulons montrer au travers de LIAISONS la réalité des luttes de classe, la nécessité de s'organiser à la base -démocratie ouvrière- et d'établir une coordination effective entre les diverses luttes menées contre le capitalisme, non pas en s'en remettant à des éléments extérieurs : partis, syndicats intégrés, mais en construisant soi-même les bases organisationnelles du mouvement prolétarien.

Liaisons n'est pas ce moyen. Liaisons n'est qu'un révélateur de la continuité des luttes ouvrières contre le capitalisme et de la possibilité de s'organiser efficacement, de manière autonome, en dehors de l'appareil syndical réformiste.

T. V. A.

A propos de la T.V.A. ET QUOI qu'on puisse en penser, les prix des charbons domestiques soumis à une taxe de transmission de 7 % (+ une taxe de 7 o/oo du grossiste au détaillant) voien cet ancien régime remplacé par la T.V.A. qui est pour eux de 6% soit moins. Ces prix devraient donc sinon diminuer légèrement, ne pas bouger.

Or, un marchand de charbon de Dour demande à un pensionné mineur pour ses 300kgs de boulets gratuits (il s'agit du charbon gratuit en supplément de la pension de mineur) :

153Fr le 7 décembre 1970
et 313Fr le 5 février 1971 facture faisant foi.

Je sais que le supplément demandé pour ces boulets gratuits ne dépassait pas 70Fr (le reste des 153Fr consiste dans le coût du transport), ce négociant demande donc une prétendue T.V.A. d'environ 230% à ses pensionnés clients et ne décompte pas l'ancienne taxe de transmission.

D'autres, sans atteindre ce rythme, augmentent très fort leurs prix à propos toujours de cette prétendue T.V.A.

Un camarade de Dour.

CE QU'EST LA T.V.A. :

Pour les patrons

La TVA n'est pas seulement un nouveau système d'impôts; elle s'accompagne en effet de deux mesures : la détaxation des investissements, avec la TVA le patronat ne paye plus de taxes à l'achat de machines, lors de construction de bâtiments, etc... Ceci représente pour lui un cadeau de 6 milliards de francs par an.

la détaxation des exportations, avec la TVA le patronat ne paye plus de taxes sur les produits exportés, c'est un cadeau de 9 milliard par an.

Ces deux mesures signifient un trou dans les caisses de l'Etat... à charge des consommateurs en général.

Pour les travailleurs

La TVA est toujours un impôt indirect qui augmentera le coût de la vie et accentuera le chômage par l'introduction de nouvelles machines dans l'entreprise.

Les mesures découlant de l'instauration de la TVA sont donc destinées à favoriser les grandes entreprises et les groupes financiers du pays, aux dépens de la majorité de la population (ouvriers, paysans, employés,..)

Brochure d'information sur la TVA : 15 fr (écrire à LIAISONS)

CA CONTINUE.....

Il importe de dénoncer une forme particulière de l'exploitation capitaliste : l'exploitation foncière, dont les effets affectent le plus durement ceux qui ne sont, au long de leur vie, que l'instrument dont on use pour accroître le profit : les pensionnés qui doivent allonger de faméliques mensualités vers le cercueil, parcequ'ils ont osé gagner "petitement" leur vie comme travailleur la continuité dans l'exploitation.

Ainsi ce cas, vécu près de nous : un retraité disposant de 2.500 Fr par mois est "engagé" à quitter son appartement, parce qu'une pièce est envahie par des papiers et des livres.

Délai : un mois, porté à deux, après qu'il ait eu recours à l'intervention du juge de paix. La CAP veut bien intervenir pour 1.000 Fr dans le déménagement - une aumône -.

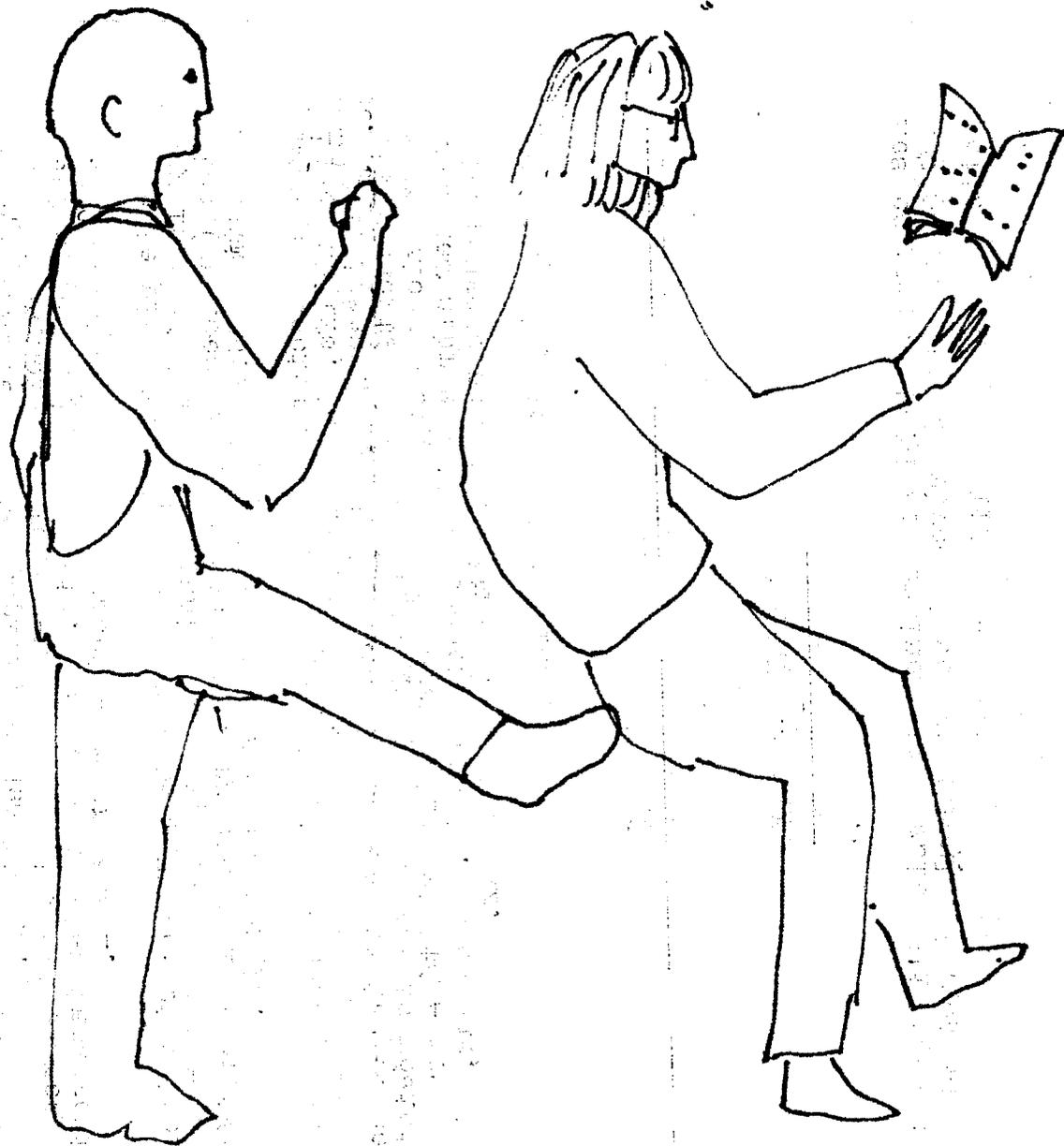
Pour le plus faffacieux des prétextes, un propriétaire peut jeter sur le pavé des gens démunis de tout, avec bénédiction de la justice (un locataire n'a aucun recours contre le propriétaire) et le mutisme des CAP, bonne conscience des nantis.

Dans nos sociétés démocratiques, il n'y a aucune place pour les improductifs, le système, au contraire, a tout intérêt à ce qu'ils disparaissent. Il s'y emploie bien, sans atteindre, cependant, l'efficacité de ces peuples, qui pour mesurer la résistance de leurs vieux - et donc, leur éventuelle utilité - les font monter dans des arbres qu'ils secouent ensuite. Chez eux, c'est vital. Nous pouvons nous permettre beaucoup mieux.

Deux travailleurs de Bruxelles

COCKERILL-UGREE

Les camarades de Liège terminent un dossier d'information sur les mouvements de grève qui se sont déroulés à Cockerill-Ougrée. Cette étude sera publiée dans LIAISONS n° 10.



jeune gauchiste pauni par la base.

ODYSSEE D'UN MINEUR TURC

Il vivait pauvrement, mais en paix dans un petit village turc. Un jour, alléché par la propagande qui lui promettait des montagnes d'or, il s'engage comme mineur en Belgique.

Il travaille d'abord quelques temps au Borinage, jusqu'au jour où, à la suite d'un éboulement, il fut victime d'un traumatisme crânien; de là partirent ses ennuis, car il commença à se comporter de manière étrange, se sentant bien un jour, mal le lendemain. La Commission arbitraire refusa de reconnaître sa maladie, le déclarant "malade imaginaire". Il eut beau gémir et se plaindre, on le renvoya au travail et il échoua au charbonnage Collard à Seraing, où son calvaire recommença : assidu au travail pendant un mois, huit jours malade et ainsi de suite, cela ne faisait pourtant pas l'affaire du patron qui ne pouvait cependant pas le renvoyer pour ce motif.

Dernièrement, espérant se refaire une santé en prenant quelques semaines de repos en Turquie, il demande congé à son employeur, qui le lui accorde.

Arrivé dans son pays, il se rend chez un médecin qui le reconnaît réellement malade et lui remet les certificats indispensables que notre Turc envoie par recommandé au Charbonnage et à la Mutuelle, il prolonge ainsi son congé d'un mois.

Quelle ne fut pas sa surprise, en venant reprendre le travail, de se voir licencié sans préavis ni indemnités, pour rupture de contrat; bien sûr, le patron avait saisi l'occasion.

Ses camarades de travail se mettent en grève et vont discuter avec la direction. Il s'ensuit le dialogue suivant :

- Ouvriers : "Voudriez-vous reprendre notre camarade en tenant compte que, s'il s'est mis en tort, c'est parce qu'il ne connaît pas nos lois et parle mal notre langue ?"
- Patron : "Non, cet ouvrier me coûte trop cher. D'autre part, si je le rembauche, j'aurai à lui payer son préavis (sic)"
- Ouvriers : "La grève vous coûtera plus cher"
- Patron : "Non, car le manque à gagner qu'elle entraîne entrera dans le cadre des frais généraux. D'autre part, je ne peux remettre au travail un ouvrier qui, vu son comportement bizarre, est dangereux" !!!

La grève dura 3 jours; au matin du quatrième, un des délégués syndicaux daigna enfin admettre qu'elle était justifiée. Alors, immédiatement, on réembaucha le Turc.

Cessera-t-on enfin de se moquer des ouvriers ? Le cas de ce mineur est typique de la façon dont on les traite. Pour les uns, il est malade imaginaire, pour le patron, il est dangereux, les syndicats ne veulent pas s'occuper de lui, ou le font finalement parce que les élections syndicales sont proches. Des cas comme celui-ci, il y en a tous les jours. Les mineurs sont traités comme du bétail. Tiendra-t-on un jour compte que, en descendant chaque jour respirer la poussière, ils font un métier-suicide, et qu'ils ont droit à un minimum de considérations.

signé : une épouse de mineur indignée.

CHRONOLOGIE DES GREVES DE HOLLANDE

25/8/70: Les ouvriers de Wilton-Fijenoord partent en grève. Avec eux, ceux du R.D.M. et du Nieuwe Waterweg.

2/ 26/8: Accord entre directions des chantiers navals et syndicats. 150 florins sur 4 mois.

3/ 27/8: L'accord n'est pas accepté par la base. Les grèves s'étendent dans toute la métallurgie de Rotterdam et dans le port.

4/ 30/8: Les syndicats reconnaissent la grève.

5/ 30/8: Accord entre patrons et syndicats dans la métallurgie. 4 00 florins.

6/ 31/8: L'accord n'est pas accepté par la base. Les dockers d'Amsterdam partent en grève de solidarité, de même que les marins des remorqueurs de Rotterdam.

7/ 1/9: Accord entre syndicats et patrons dans le port. Egalement 400 florins.

8/ 1/9: L'accord n'est pas accepté par la base.

2/9: Mais les dockers d'Amsterdam reprennent le travail

9/ 2/9: Les dockers manifestent devant le siège du syndicat. Les syndicalistes s'enferment dans leurs bureaux. Le rôle décisif dans ces événements est joué par le comité de grève d'Arbeidersmacht (Force des Travailleurs), composé de dockers et de leurs femmes, mais sous influence maoïste.

10/ Devant l'ampleur du mouvement, les syndicats revendiquent 400 florins pour tous les ouvriers hollandais.

11/ 4/9: Un deuxième comité de grève se présente, composé de représentants de toutes les entreprises. Il veut renouer des liens avec les syndicats. Les principaux leaders sont du P.C.

12/ 4/9: Des grèves sont déclenchées dans le trust AKZO, qui ne veut accorder que 200 florins aux ouvriers.

13/ 8/9: Tous les politiciens se mêlent au conflit, et en

premier lieu Fré-Meis, leader communiste des grévistes du carton. Il réduit la revendication de 75 florins par semaine d'Arbeidersmacht à 37½ florins.

14/ 8/9: Les grévistes vont dans toutes les boites et persuadent les jaunes de débrayer à nouveau.

15/ 8/9: Des grèves se déclenchent aussi dans le bâtiment, reconnues par les syndicats, et, en général, après une semaine, dans presque tout les Pays-Bas.

16/ 9/9: D'autres politiciens des syndicats de gauche se mêlent à la grève pour la contrôler.

17/ 14/9: Les patrons payent 100 florins aux jaunes, mais la grève continue.

18/ 15/9: Mais le même soir, un nouvel accord est conclu entre patrons et syndicats: 200 florins seront accordés comme paiement des jours de grève, et les primes de Noël et de congé seront calculées sur, le salaire total, non sur le salaire de base. On promet qu'il y aura des améliorations avant le 1^{er} novembre.

19/ 15/9: Les dockers reprennent le travail sur avis du deuxième comité de grève, les Commissions d'entreprise.

20/ 14/9: Grève chez Philips, qui s'étend rapidement (20.000 grévistes)

21/ Philips doit accorder les 400 florins comme les patrons du bâtiment, qui ont perdu leur procès contre les syndicats.

22/ Des grèves encore dans les trusts AKZO et Unilever, qui cèdent après quelques jours, et accordent les 400 florins.

Comme au Limbourg, il y a eu deux comités de grève:

I. Arbeidersmacht. Formé le deuxième jour par des ouvriers maoïstes. Ils critiquent sévèrement les syndicats, et veulent que la lutte soit dirigée par la base. Ils proposent des revendications beaucoup plus exigeantes que les syndicats.

Quand les syndicats conclurent l'accord, le comité organisa des manifestations contre les bâtiments des syndicats et des patrons. Au début, c'est eux qui exerçaient la plus grande influence sur les grévistes. Mais l'origine politique du comité inspira par la suite une certaine méfiance. Pendant la deuxième semaine de grève, l'influence d'Arbeidersmacht diminua rapidement, et au début de la troisième, elle était pratiquement réduite à néant. Cependant, leurs slogans anti-syndicaux ont ouvert les yeux de beaucoup d'ouvriers, mais surtout, évidemment, l'attitude des syndicats eux-mêmes. On ne peut pas dire non plus que leurs adhérents soient passés à l'autre comité; simplement, beaucoup de dockers n'avaient plus confiance dans personne, parce que tout le monde voulait exploiter le conflit politiquement. Quand les grévistes n'eurent plus d'argent, les syndicats présentèrent leur nouvel accord, qui fut accepté par les Commissions d'entreprise. La grève était brisée, les grévistes n'avaient pas obtenu ce qu'ils voulaient; cependant, ils avaient quand même obtenu quelque chose.

2. Bedrijfscommissies (Commissions d'entreprise. Ne pas confondre avec les conseils d'entreprise. Ces derniers sont des comités qui discutent avec la direction de la couleur des toilettes, etc. Ce sont des organismes de cogestion.) Le comité issu des commissions d'entreprise fut formé au bout d'une semaine de grève par des éléments favorables aux syndicats. Chaque entreprise avait deux représentants dans le comité. C'étaient surtout des membres des Ondernemingsraden (conseils d'entreprise) et des militants du P.C. Ni les uns ni les autres ne s'opposent au syndicalisme; ils veulent seulement une réforme démocratique du syndicat. (Pour ce qui est du P.C., il faut évidemment mettre le mot "démocratique" entre guillemets)

L'attitude du comité était assez imprécise. Il essaya parfois de contacter les leaders syndicaux. La première fois, ils proposèrent un "armistice" jusqu'au 1er novembre. Ceci fut accepté par les Bedrijfscommissies, mais la base décida de continuer la grève. A ce moment les militants du P.C. prirent la tête du comité, notamment le leader communiste Fré Meis. Flip Schultz,

leader des Bedrijfscommissies annonça qu'il y avait des négociations entre syndicats et patrons sur la revendication de 37½ florins par semaine. C'était un des mensonges dont sont coutumiers les militants du P.C. membres des syndicats. Les leaders syndicaux ont parfois négocié avec ce comité, sans doute pour réduire l'importance d'Arbeidersmacht.

L'existence de deux comités différents fut une cause de confusion pour les grévistes. c'est pour cette raison qu'il n'y eut pas d'organisation formée par la base. Les ouvriers ont rejeté les politiciens, mais n'ont pu éviter que les manoeuvres politiques ne nuisent à la grève. Sans le comité Arbeidersmacht, la grève aurait peut-être pourri. Mais ce comité n'a pas évité que d'autres groupes ne prennent la direction. Arbeidersmacht était assisté par les étudiants maoïstes. Ses membres étaient des dockers, mais le comité n'était pas issu de la masse des dockers. Voilà pourquoi Arbeidersmacht a perdu la lutte contre les leaders syndicaux.

Ceux-ci ont suivi leur tactique habituelle: d'abord reconnaître la grève, puis "trahir" les ouvriers. On utilise la diffamation contre les grévistes, en faisant croire que tout le mouvement est provoqué par le travail de Pékin ou de Moscou, que les jaunes sont intimidés, etc. Chaque jour, on lisait dans les journaux que le travail avait repris!

Les bedrijfscommissies ont été pour les syndicats un outil pour faire reprendre le travail. Mais grâce à la ténacité de tous les dockers, les patrons et les syndicats durent faire des concessions avant la reprise. De même que pour la grève des marins des remorqueurs, si les grévistes ont obtenu quelque chose, c'est grâce à la solidarité de la base. Au sommet, il n'y avait rien de bon.

Pour ce qui est de l'ampleur du mouvement, elle a été aussi grande que la vague de grèves qui a ébranlé le capitalisme allemand, il y a un an. Les chiffres de septembre 1969 en Allemagne: 140.000 grévistes dans 69 entreprises et 532.308 jours de

par des camarades qui y travaillent.

- Dans aucun cas les leaders syndicaux n'ont appelé à la grève. Des comités d'action ont pris la direction du mouvement et les syndicats ont donné leur soutien. Suivant la méthode ancienne, les chefs venaient dire aux ouvriers: "Il faut faire ceci; il ne faut pas faire cela; ça ne va plus..." Les ouvriers d'aujourd'hui ne ressemblent plus à ces pauvres mecs des années trente. C'est cette différence qu'il y a derrière les grèves en Europe, et pas la main de Mao ou de Moscou.

Pour ce qui est de Rotterdam, le résultat est un peu décevant. Les travailleurs ont fait la grève, ont perdu beaucoup d'argent, et obtenu seulement 400 florins. Et le cadre dans son bureau de la Shell à la Haye, qui, pendant tout un mois, a dit à ses collègues: "Moi, je suis contre la grève. Pensez à l'économie nationale. Ce sont les Maoïstes qui sont derrière tout cela", lui aussi a reçu ses 400 florins.

La grève des dockers a été brisée par la: faim, par les efforts unis des syndicats et du patronat, par les efforts des groupes et syndicats politiques de gauche et d'extrême-gauche. Les groupes politiques et leurs comités ont voulu utiliser la grève dans leurs propres intérêts. Les ouvriers ont ainsi appris que ni les syndicats, ni les communistes, ni les mao, ni les syndicats non-officiels ne s'identifient à leur lutte. Voilà ce qu'ils ont gagné à cette grève.

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique, car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi, le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.

Editeur Responsable : J. Desmet - 17, rue de la Commune, 1040 Bruxelles
(pas de corresp.)